



**23<sup>ième</sup> session du Conseil des droits de l'homme**

**Point 10 de l'ordre du jour**

**Assistance technique et renforcement des capacités**

**Intervention de S.E. M. Jean-Marc Hoscheit, Représentant permanent du Luxembourg  
(12 juin 2013)**

Le Luxembourg remercie la Haut-Commissaire pour ses rapports dans le cadre du point 10 relatif à l'assistance technique et au renforcement des capacités et souhaite consacrer son intervention à la **situation en Guinée et au Mali**.

Donnant suite au dernier rapport déjà présenté lors de la session de mars, le Luxembourg salue les efforts accomplis par le Gouvernement guinéen pour faire avancer la transition politique et rétablir la stabilité et l'état de droit dans le pays. Il prend également note de l'adoption de mesures positives, telles que la création d'un nouveau Ministère des droits de l'homme et de libertés publiques ou encore la mise en place d'une Commission électorale nationale indépendante chargée de coordonner les élections législatives de manière impartiale et efficace.

Toutefois, il ne faut pas occulter les défis complexes et les efforts que la République de Guinée doit continuer à consentir dans la lutte contre l'impunité et les réformes engagées dans les secteurs de la sécurité et de la justice. Le Luxembourg reste également préoccupé par les incidents violents qui continuent à émailler régulièrement les manifestations politiques, et qui font des morts et de nombreux blessés. Face à ces tensions, nous appelons toutes les parties prenantes, en premier lieu les partis politiques guinéens, à s'engager de manière constructive dans le dialogue et la réconciliation nationale et à poursuivre toutes les réformes visant au renforcement et à l'enracinement de l'état de droit en Guinée.

Ma délégation se joint à l'appel lancé à la communauté internationale en faveur du renforcement de l'assistance technique dans ce pays. Le Luxembourg y prendra toute sa part et continuera à apporter son soutien, notamment dans l'accompagnement de la Guinée sur le chemin de la consolidation de la paix et du renforcement de l'Etat.

S'agissant de la situation au **Mali**, le tableau que nous a brossée la Haut-Commissaire adjointe ce matin confirme les violations graves des droits de l'homme commises dans ce pays dans un passé récent. Nous partageons avec le Haut-Commissariat le souci d'assurer la

protection des civils et nous pensons ici en premier lieu à la situation des femmes et des enfants affectés par le conflit armé. En effet, le Luxembourg considère que la protection des civils devrait figurer au centre des préoccupations, même si la responsabilité première pour la protection de la population civile revient naturellement aux autorités maliennes.

La communauté internationale doit rester mobilisée en appui du Mali et nous comptons également sur l'assistance du Bureau du Haut-Commissariat, afin de créer des conditions qui permettent de relever les défis de droits de l'homme qui se posent au Mali.

Je vous remercie.